Les défenseurs de l'environnement en ligne de mire

Partage international n° 435 – Novembre 2024

par Busani Bafana

Bulawayo (Zimbabwe) – En 2017, la militante sud-africaine Nonhle Mbuthuma s'est opposée au puissant géant pétrolier Shell, mettant un terme à ses projets d'exploration de la Côte sauvage vierge. Malgré les menaces de mort dont elle a fait l'objet, elle a refusé de reculer.

Cofondatrice du comité de crise d'Amadiba et lauréate du prix Goldman en 2024, Nonhle Mbuthuma continue de se battre pour les droits de sa communauté et pour l'environnement. Sa bravoure reflète les innombrables risques auxquels les défenseurs de la Terre et de l'environnement sont confrontés dans le monde entier.

Mourir pour une cause

Les enjeux sont considérables. Selon un rapport récent de l'ONG *Global Witness* (Témoin mondial), 196 défenseurs de la terre et de l'environnement ont été assassinés au cours de la seule année 2023, la Colombie enregistrant le plus grand nombre de meurtres. Les communautés indigènes du Brésil, du Mexique et du Honduras ont été ciblées de manière disproportionnée, alors qu'elles s'opposaient à des entreprises puissantes qui privilégient les profits au détriment des populations et de la planète.

De nombreuses personnes défendant l'environnement se sont opposées à des entreprises puissantes. Depuis 2012, au moins 2 106 défenseurs de l'environnement ont été tués dans le monde.

L'Afrique est également un champ de bataille dangereux pour les défenseurs de l'environnement, avec 116 meurtres enregistrés entre 2012 et 2023. Nombre de ces attaques mortelles concernent des gardes forestiers de la République démocratique du Congo (RDC), tandis que d'autres se sont produits au Rwanda, au Ghana, au Kenya, au Tchad, en Ouganda, au Burkina Faso, au Libéria et en Afrique du Sud.

Cependant, ces chiffres alarmants ne font qu'effleurer la surface du phénomène. De nombreux crimes ne sont pas signalés, laissant un grand nombre de défenseurs de l'environnement morts, sans que justice agisse. Pourtant, malgré ces menaces écrasantes, N. Mbuthuma ne s'est pas laissée décourager, risquant sa vie pour protéger la Terre et l'environnement.

Elle continue de dénoncer les effets dévastateurs des industries extractives, notamment la déforestation et l'accaparement des terres. Elle a attiré l'attention sur les violences et les intimidations auxquelles sont confrontés les communautés et les militants autochtones qui défendent leurs terres.

« La brutalité de ces attaques révèle quelque chose de profond : le pouvoir qu'exercent les gens ordinaires lorsqu'ils s'unissent pour la justice », a noté Mme Mbuthuma dans un avant-propos au rapport de *Global Witness*.

Au cœur de ces meurtres se trouve un conflit entre le développement et la durabilité. Des militants comme N. Mbuthuma ne s'opposent pas au développement, mais plaident pour un modèle qui respecte à la fois l'environnement et les droits des communautés locales sur leurs ressources naturelles. Malheureusement, leurs appels en faveur d'un développement responsable sont souvent considérés comme un obstacle par les investisseurs et les promoteurs, ce qui entraîne une augmentation des accaparements de terres, des projets d'extraction de ressources et des répercussions violentes pour ceux qui s'y opposent.

Les immenses richesses naturelles de l'Afrique en font une cible privilégiée pour les multinationales et les gouvernements étrangers. Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), le continent détient 30 % des réserves minérales mondiales, 8 % du gaz naturel et 12 % du pétrole. Il possède également 40 % de l'or mondial, jusqu'à 90 % du chrome et du platine, ainsi que d'importantes réserves de cobalt, de diamant et d'uranium. Avec plus de 60 % des terres arables du monde en Afrique, il n'est pas surprenant que la course à l'exploitation de ces ressources ait entraîné une grave destruction de l'environnement, le déplacement des communautés locales et une

escalade de la violence.

Une impunité généralisée

Un aspect choquant de cette violence est l'impunité généralisée. Les auteurs sont rarement poursuivis et, dans de nombreux cas, l'identité des responsables reste inconnue.

« Il est rare que nous parvenions à découvrir qui a assassiné un défenseur de l'environnement, a déclaré à IPS Laura Furones, conseillère pour la campagne sur les défenseurs de la Terre et de l'environnement à *Global Witness*. *S'il y a quelque chose que ces affaires ont en commun, c'est qu'elles sont entourées d'impunité. Les affaires sont souvent laissées en suspens, et les familles doivent vivre en sachant que l'auteur des faits n'aura pas à en subir les conséquences. Même dans les rares cas où la justice est rendue, ce sont généralement les tueurs à gages qui finissent en prison, tandis que ceux qui ont commandité et financé le meurtre s'en tirent à bon compte. »*

L. Furones note également que nombre de ces assassinats ne sont pas signalés, en particulier dans des régions comme l'Afrique, où l'accès à l'information est difficile.

« Il y a beaucoup de bonnes organisations qui travaillent dur pour améliorer l'information, mais elles opèrent souvent dans des circonstances difficiles. Les espaces civiques sont limités, l'accès à l'information est restreint et ceux qui tentent de dénoncer les attaques contre les défenseurs sont eux-mêmes en danger. »

L'industrie minière est particulièrement connue pour son rôle dans cette violence. En 2023, le secteur minier était lié au plus grand nombre de meurtres de défenseurs dans le monde, selon *Global Witness*.

« Nos données montrent que l'exploitation minière est de loin le secteur le plus fréquemment lié aux meurtres de défenseurs de l'environnement. Les pratiques épouvantables des intérêts miniers sont bien documentées, et à mesure que nous nous orientons vers une économie moins dépendante des combustibles fossiles, la demande de minerais essentiels ne fera qu'augmenter. Nous avons besoin de toute urgence de meilleures pratiques pour éviter une nouvelle flambée de violence », souligne Laura Furones.

A mesure que le changement climatique s'accélère, la concurrence pour les terres et les ressources s'intensifie, en particulier en Afrique. Les vastes ressources minérales et naturelles du continent font l'objet d'une forte demande pour des projets d'exploitation qui déplacent les communautés locales de leurs terres ancestrales, exacerbant les tensions et conduisant à de nouveaux conflits.

Le combat de N. Mbuthuma n'est qu'un exemple parmi d'autres de la lutte mondiale pour la protection des ressources naturelles. L'Afrique du Sud, en particulier, a connu sa part de tragédie. En 2016, le militant anti-mines Sikhosiphi Rhadebe a été assassiné pour s'être opposé à l'exploitation du titane dans la région de Xolobeni. De même, en RDC, plus de 50 défenseurs de l'environnement ont été tués entre 2015 et 2020, nombre d'entre eux dans des conflits liés à l'exploitation minière et forestière artisanale.

Ruée sur les terres

La ruée sur les terres en Afrique s'est développée non seulement pour l'agriculture, mais aussi pour les projets « verts » qui prétendent lutter contre le changement climatique. Par exemple, les acquisitions de terres à grande échelle pour les plantations de biocarburants et les projets d'irrigation ont déplacé des communautés au Kenya et en Ethiopie, entraînant des violences et des troubles. Dans la région du lac Turkana au Kenya, les plantations de canne à sucre et les projets d'énergie géothermique ont déclenché des conflits avec les communautés pastorales, tandis que dans la vallée de l'Omo en Ethiopie, les projets d'irrigation ont déplacé des communautés indigènes.

Malgré les risques croissants, les défenseurs de l'environnement continuent à faire entendre leur voix. Ils réclament non seulement la protection de l'environnement, mais aussi la justice. *« Nos voix contre l'injustice environnementale sont réduites au silence par les assassinats de défenseurs, mais cela ne tuera pas notre engagement »*, a déclaré Mme Mbuthuma. Elle demande que les défenseurs de l'environnement et les militants contre l'accaparement des terres bénéficient d'une protection et d'un soutien accrus, en particulier en Afrique.

*« Le développement a toujours été injuste, et c'est pourquoi il a été facile d'éliminer les défenseurs de l'environnement. Mais se débarrasser des défenseurs ne résout pas les problèmes auxquels nous sommes confrontés en Afrique aujourd'hui – tout cela au nom du développement », e*xplique-elle. Elle insiste sur le

fait que les communautés locales doivent avoir leur mot à dire dans les décisions qui affectent leurs terres et leurs moyens de subsistance.

Le combat de N. Mbuthuma, ainsi que celui d'innombrables autres militants, met en lumière le besoin urgent de réformer la manière dont les terres, les minéraux et les ressources naturelles sont exploités en Afrique. *« Nous nous battons pour l'avenir de l'Afrique et de nos enfants,* a-t-elle déclaré. *La bataille pour la justice environnementale ne concerne pas seulement la protection des terres et de la biodiversité ; il s'agit de sauvegarder les droits et l'avenir des personnes qui dépendent de ces ressources. »*

Afrique **Auteur** : Busani Bafana, correspondant de l'agence de presse IPS plusieurs fois primé, il est spécialisé dans le journalisme sur l'environnement et les entreprises, ainsi que les reportages en ligne.
Sources : IPS
Thématiques : peuples et traditions
Rubrique : Divers